

# Journée internationale de la femme 2018

## TOUT EN OEUVRE POUR AFFIRMER LES DROITS DES FEMMES!

– *Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)* –

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) salue les femmes du Canada, du Québec et des nations autochtones et les femmes du monde entier à l'occasion de la Journée internationale de la femme 2018. La lutte menée par les femmes et les filles pour affirmer leurs droits est courageuse, héroïque, inspirante et décisive pour l'affirmation des droits



de tous. À l'heure où la contre-révolution a l'initiative partout dans le monde, avec ses politiques néolibérales brutales, l'offensive antisociale, les privatisations, les agressions et les guerres, les femmes sont aux premiers rangs de la lutte pour affirmer les droits de tous dans tous les domaines de l'activité humaine. C'est cette lutte qui ouvre la voie au progrès de la société, surtout que ces attaques sont lancées, entre autres, sous prétexte de défendre les femmes et leurs droits ! Mais au grand désarroi des élites, les femmes ne réclament pas leurs droits pour leur faire plaisir, mais bien pour créer les conditions où la notion que les femmes sont des cibles légitimes d'attaques sera chose du passé. En cette occasion, le PCC(M-L) appelle tous les membres du corps politique à déclarer d'une seule voix qu'ils veulent une société qui ne fait pas de discrimination envers les femmes et qui ne les considère pas comme des proies légitimes.

Les femmes jouent également un rôle dirigeant dans le renouvellement du processus politique. Elles réclament un gouvernement des lois et s'opposent à l'utilisation des pouvoirs de police pour criminaliser l'ensemble du corps politique. Cette criminalisation se fait en transformant les femmes et leurs collectifs en objets qui représenteraient en soi une menace à l'intérêt national et à la sécurité nationale. Cela ne doit pas passer !

En cette occasion, nous croyons que les femmes autochtones et leurs familles méritent des félicitations particulières pour leurs positions courageuses. Leurs voix s'élèvent toujours plus fort contre les conditions qui per-

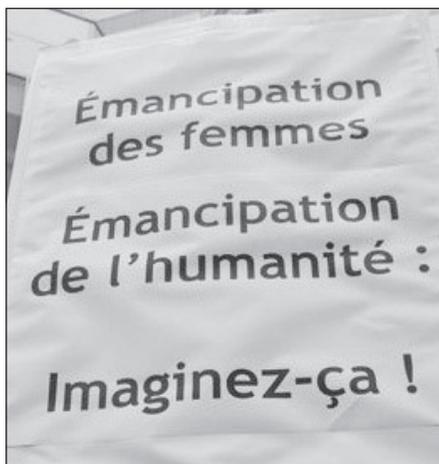
mettent les assassinats et les disparitions de leurs mères, soeurs, enfants, grand-mères et tantes. Le fait que l'État maintient les rapports coloniaux qui lui permettent d'agir en toute impunité montre d'abord et avant tout que le peuple a besoin du pouvoir politique pour changer la situation et créer un Canada moderne qui réalise le rêve de relations de nation

à nation avec les peuples autochtones.

La voix des femmes représente ce pouvoir politique en ce moment. Les tentatives de les réduire au silence ou de les convaincre de remettre leur sort entre les mains d'une autorité extérieure ont eu l'effet contraire. Nous avons le devoir d'aider cette voix à se faire entendre, d'y ajouter notre voix pour que les responsables de ces crimes et ceux qui tentent de masquer ces crimes, peu importe qui ils sont, soient traduits en justice. Encore une fois, ce sont les femmes qui inspirent tous les membres du corps politique à faire leurs justes réclamations à la société et à assumer la responsabilité sociale de faire ce qu'il faut pour ouvrir la voie au progrès de la société.

En faisant les réclamations que nous devons faire, la résistance à toute forme d'oppression et d'humiliation produit la qualité nouvelle qui est requise aujourd'hui pour faire naître un monde dans lequel s'épanouissent chaque femme, chaque enfant, chaque être humain et leurs collectifs.

Il y a près de 50 ans était lancée la Commission royale sur la situation de la femme au Canada. L'enquête a révélé entre autres l'ampleur de la discrimination salariale à l'égard des femmes et a recommandé l'instauration d'un régime de congés de maternité et d'un service de garde à l'échelle nationale. Aujourd'hui, 50 ans plus tard, les femmes gagnent toujours en moyenne 69 % du salaire des hommes, une baisse par rapport au 73 % établi il y a quelques années. Non seulement les droits des femmes en tant que membres d'une classe qui produit la richesse dont la société dépend ne sont pas reconnus, mais leur rôle



**Justice  
pour les  
femmes  
autochtones  
tuées et  
disparues**



dans la reproduction de la vie et la charge des enfants n'est toujours pas reconnu non plus. Les gouvernements n'admettent même pas que dans une société moderne basée sur une économie socialisée, la charge des enfants et des aînés est la responsabilité de la société. Les femmes et les familles ne peuvent pas être abandonnées à elles-mêmes. Les déclarations, promesses et discours des cercles dominants sur cette question sont basés sur le paternalisme hérité du moyen-âge. En plus de chercher à cacher la réalité que l'oppression des femmes aujourd'hui est intrinsèquement liée à l'exploitation capitaliste, ils s'efforcent d'étouffer toute tentative des membres du corps politique de s'unir dans l'action pour renouveler la politique. Aujourd'hui, la classe ouvrière formule un projet d'édification nationale qui investit le peuple du pouvoir politique. C'est pour en finir avec un système où le « souverain » représente des intérêts privés qui agissent au nom du peuple pour lui enlever tout pouvoir.

Par leurs actions, les femmes se font entendre, elles s'organisent et prennent des décisions collectives qui avancent leur cause sur toutes les questions qui les concernent. C'est ainsi qu'elles font face aux problèmes du présent. Leurs actions du présent informent l'avenir que nous voulons laisser à nos enfants. Lorsque les femmes font les réclamations qui se doivent, elles contribuent au renouveau démocratique. Leurs actions du présent ne légitiment pas et ne légitimeront jamais les institutions qui opèrent contre elles, qu'il s'agisse de gouvernements, d'assemblées législatives ou d'organisations sociales et politiques, quelles

qu'elles soient et où qu'elles soient.

Il y a 107 ans, la première Journée internationale de la femme était axée sur l'appel à la paix émis par les femmes communistes d'Europe avant la Première Guerre mondiale. La vie a depuis confirmé que les femmes sont la plus grande force pour la paix dans le monde entier. Cela s'exprime aujourd'hui dans la lutte pour *Faire du Canada une zone pour la paix* et établir un gouvernement antiguerre qui sortira le Canada de toutes les alliances et coalitions et tous les cartels de guerre et de tous les blocs économiques, militaires et culturels à leur service. Aujourd'hui le Canada est entraîné dans toutes les guerres d'agression, d'occupation et de changement de régime des États-Unis et est membre d'alliances et de coalitions qui menacent tous les peuples qui refusent de se soumettre au diktat américain. En cette Journée internationale de la femme 2018, engageons-nous à multiplier les efforts pour établir un gouvernement anti-guerre et pour faire du Canada une zone pour la paix.

Joignons-nous aux activités célébrant la Journée internationale de la femme partout au pays ! Ces célébrations commencent le samedi 3 mars. Ensemble, faisons nos réclamations : plus d'investissement dans les programmes sociaux, des salaires décents, des services de garderie et des services pour les aînés, non à la criminalisation de la parole et de l'action sociale, justice pour les femmes et filles autochtones, des relations de nation à nation avec les peuples autochtones dans un Canada moderne et non à l'agression et la guerre. Tout en oeuvre pour défendre les droits des femmes et des filles !



Lisez **Le Marxiste-Léniniste**  
en ligne

**www.pccml.ca**

PCC(M-L)

Tél: (514) 522-1373 • (613) 792-4475 • Courriel: bureau@cpcml.ca • Site web: www.pccml.ca